

Rythmes scolaires: le fonds d'aide pourrait dépasser 250 millions, selon Peillon

Libération : le 18 décembre 2012 à 08:41



Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, le 13 décembre 2012 à Paris (Photo Patrick Kovarik. AFP)

Le fonds spécifique que le gouvernement va débloquer pour aider les communes qui mettront en oeuvre la réforme des rythmes scolaires dès 2013 pourrait être supérieur aux 250 millions d'euros annoncés par François Hollande, indique Vincent Peillon dans un entretien à Libération publié mardi.

Le chef de l'Etat avait annoncé le 20 novembre que le passage à la semaine de 4,5 jours dans le primaire "s'étalera(it) sur deux ans", en 2013 et 2014, répondant à l'inquiétude des maires qui réclament du temps face au coût occasionné par les activités périscolaires, le ramassage scolaire, la cantine...

Il avait indiqué qu'un "fonds spécifique de 250 millions d'euros" serait attribué, selon certains critères, aux collectivités rurales ou les plus en difficulté qui souhaiteraient appliquer la réforme dès septembre 2013.

"Des arbitrages seront rendus cette semaine" à propos de ce fonds, "il s'agira de plusieurs centaines de millions d'euros, ce qui n'est pas rien dans la situation budgétaire que nous connaissons", souligne M. Peillon.

Interrogé sur le fait de savoir si "cela peut être plus de 250 millions d'euros", M. Peillon répond: "On verra. Cela peut être plus".

"Le Premier ministre annoncera très prochainement (le montant du fonds). Je souhaiterais que ce soit dans la semaine parce que les communes ont besoin de s'organiser", ajoute-t-il.

Par ailleurs, les écoliers auront des journées allégées, "en tentant de se rapprocher des cinq heures (de classe) par jour", contre six heures et parfois davantage aujourd'hui, rappelle le ministre. "Le minimum, c'est trois quarts d'heure (de classe) en moins par jour", réaffirme-t-il.

"Avec des projets territoriaux éducatifs, les gens discuteront localement", pour rallonger la pause déjeuner, ou sortir à 15H00 ou 15H30 pour aller visiter un musée ou pratiquer un sport, explique M. Peillon.

"Certains syndicats demandent que la règle soit la même partout, que tout le monde sorte à 15H45. Je pense au contraire qu'on peut organiser les choses intelligemment (...) et laisser davantage de souplesse" aux équipes, poursuit le ministre.